



# Une statue au père des Q. M.!

---

## Le Théâtre pourri.

---

LA RENTRÉE DES CHAMBRES

---

# L'ŒUVRE

---

TOU  
le N  
par

1638

35

10<sup>e</sup> ANNÉE: 30 Octobre 1913

N<sup>o</sup> 44

DIRECTEUR :

20, Faub. St-Honoré (8<sup>e</sup>)

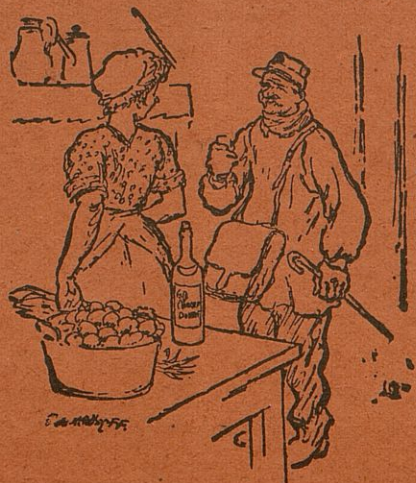
Téléphone : 589-55

GUSTAVE TÉRY





## A L'OFFICE

Dessin de Widhopff



LE FACTEUR. — La route du château me paraît moins dure depuis qu'on m'y offre le « Dubonnet ».

# RENAULT

L'essieu arrière de ses  
Automobiles de livraison  
et de poids lourds    
possède un dispositif  
supprimant la fatigue  
d'une lourde charge.



## Le Phalène.



Mlle Thyra Marliew, comme son nom l'indique, est « d'origine cosmopolite ». C'est du moins ce que j'ai lu dans un journal, et cela m'a plu. Il y avait jadis à Montmartre une jeune fille pareillement émancipée, jolie comme le péché et naïve comme l'amour, qui confondait de même en sa pensée, comme elle les réconciliait dans son sein, les divers rastas qui fréquentaient ses charmes. L'Allemand, l'Anglais, le Russe, le Grec, l'Argentin ne formaient à ses yeux qu'un seul mâle, « qui n'était pas d'ici ». Et de chacun d'eux elle disait avec une indifférence égale : « Il parle *étranger*... »

C'est bien la langue de Thyra Marliew, et de ceux qui l'entourent. Ils parlent tous « étranger », ils sont tous « d'origine cosmopolite ». C'est ce qui fait le principal, ou plutôt l'unique intérêt de la pièce.

On vous l'a déjà contée. Mlle Thyra, sculpteur et fiancée, renonce tout ensemble à l'art, au mariage et à l'amour, parce qu'elle vient d'apprendre qu'elle est « tuberculeuse au troisième degré ». Elle est allée consulter à Lariboisière un médecin qui lui a dit très précisément qu'il lui restait tout juste cinq ans et demi à vivre. Vous me demanderez comment ce docteur peut le savoir, et comment, le sachant, il assez féroce pour le lui dire. Cela, c'est le secret de l'auteur. Il

— 1597 —

4 1638 <sup>35</sup>

8.P 2884



en a bien d'autres, que je n'ai aucune envie de pénétrer.

Ce n'est pas du tout par « renoncement », comme vous pensez bien, que Thyra refuse d'épouser l'homme qu'elle adore. C'est, au contraire, « pour boire d'un trait la coupe de la vie ». Elle ordonne donc à sa femme de chambre de lui apporter son costume de Salomé, — quelle est la jeune fille du monde qui n'a pas un costume de Salomé dans sa garde-robe? — et elle va « faire la bombe » au bal des Quat'z-Arts. Quelle bombe! Accompagnée par un ami de sa famille qui a pour elle toutes les complaisances, — l'auteur ne prend pas la peine de nous expliquer pourquoi, mais s'il lui fallait expliquer tant de choses absurdes, la pièce ne finirait jamais, — Thyra « raccroche » un Américain, lui offre sa virginité dans un hôtel borgne, et rentre chez sa mère à trois heures du matin. Elle y trouve son fiancé, qu'elle a congédié au premier acte, mais qui l'a filée toute la nuit. La « vierge folle » complète son information en lui racontant ce qu'il n'a pas pu voir dans la chambre de l'hôtel; ça l'excite, ce charmant jeune homme, et il accole à son tour Thyra, sans plus attendre, presque sous nos yeux...

Vous me demanderez encore comment une jeune fille qu'on nous a représentée au premier acte comme une artiste passionnément éprise d'un magnifique idéal peut ainsi, dès qu'elle se décide à « jouir sa vie », concevoir la joie et même la jouissance sous ces espèces vulgaires, et boire au ruisseau pour étancher sa « soif de voluptés »; vous me demanderez pourquoi, si c'est un homme qu'il lui faut, elle ne se paie pas celui qu'elle a là sous la main, à ses pieds, et comment, pour « faire l'amour », elle préfère se prostituer à un passant que de se donner à l'homme qui l'aime et qu'elle aime; vous me demanderez pourquoi le fiancé...

Non, ce n'est pas à moi que vous devez poser ces questions. Au surplus, il y en aurait trop, car il n'est pas un geste, pas un propos de ces fantoches qui ne soit un défi au bon sens, une insulte à la nature; le tout a l'air d'une gageure, d'une provocation...



Cette fois, la presse y a répondu de la bonne manière et c'est assurément pour les rédacteurs de l'*Œuvre* une vive satisfaction d'entendre à peu près tous les critiques répéter aujourd'hui, en un chœur indigné, ce que nous avons dit si souvent de cette dramaturgie déliquescence. Nous n'avons qu'un regret: c'est que M. Bataille ne soit pas israélite. Faut-il en induire que l'antisémitisme n'est pas toute la vérité? Le certain, c'est qu'aucun Juif ne nous a proposé encore un échantillon plus répugnant de cette littérature pourrie, qui n'eut jamais rien de commun avec la France, pas même le style, car on commence à s'apercevoir que ces sales sottises ne sont même pas écrites en français.

A ceux qui n'en seraient pas encore persuadés, je recommande ce spectacle. Oui, allez voir ce *Phalène*, que M. Bataillé a cru devoir mettre au masculin, sans doute par compensation. Vous ne vous amusez guère, car cette fanfaronnade de vice distille un ennui plus mortel que le plus sinistre des prêches huguenots; mais vous pourrez mesurer vous-même, — pour ma part, j'y renonce, — la hauteur de ce monceau d'ordures...

Vous aurez, pour votre peine, le plaisir de voir au second acte Mlle Yvonne de Bray à moitié nue. Avouerai-je pourtant que ce spectacle même m'a causé une déception? Je ne l'entends point comme mon voisin, qui disait pendant l'entr'acte :



« Quelle consciencieuse artiste que cette Yvonne de Bray!... Elle a beau, toute la soirée, nous crier à pleins poumons qu'elle a perdu sa voix et qu'elle est phtisique au dernier degré; personne ne l'en veut croire. Il ne lui restait qu'un seul moyen de nous convaincre qu'elle s'en va de la poitrine : c'était de se décolleter jusqu'à la ceinture... »

Pure médisance : la gorge de la charmante comédienne — puisque la formule même de cet art exhibitionniste non seulement nous autorise, mais nous oblige à faire la critique de son impeccable anatomie, — la gorge de Mlle Debray ne laisse rien, ou, s'il vous plaît mieux, laisse tout à désirer. Mais au premier acte, n'est-ce pas une Salomé qu'on nous avait promise? Un costume de Salomé pour les quat' z' arts! Nous savons de quoi ça se compose, car les tribunaux nous l'ont assez dit : ça se compose de trois cabochons, (dont deux pour les seins), reliés par d'invisibles ficelles. Mlle Yvonne Debray a triché, puisqu'elle avait une jupe, d'une chasteté vraiment inconvenante.

Nous pensions nous rattraper au quatrième acte où l'héroïne dénoue sa ceinture (c'est le dénouement) et se montre complètement nue; mais de ma place, on ne voyait pas bien....

Je crois avoir lu d'ailleurs dans les comptes-rendus que ce tableau vivant n'est pas visible de la salle. Quel dommage! M. Bataille a négligé là le seul moyen qui lui restait de faire recette.

Au fond, c'est un timide...

GUSTAVE TÉRY

---

Pour tout changement d'adresse,  
prière d'envoyer 0 fr. 60 en timbres-poste.

---

---

## Une statue pour Baudon, Père des quinze mille!

---

M. Baudon vient de mourir, au milieu de l'indifférence publique.

Rien n'est plus injuste que cette indifférence.

A la vérité, l'histoire de sa vie et celle de son effort tiennent en peu de mots : étant médecin, il devint député; n'étant plus député, il devint conservateur d'un château national.

Mais, entre temps, il avait fait porter à quinze mille francs l'indemnité parlementaire.

Nous demandons une statue pour Baudon, père des quinze mille!

Pour parler net, on la lui doit. Il fut l'auteur responsable d'une de nos lois les plus importantes et peut-être même de la loi essentielle de notre démocratie.

Avant lui, les parlementaires touchaient neuf mille francs.

Après lui, ils en touchent quinze mille.

Qu'on me cite dans l'histoire des luttes parlementaires beaucoup de faits qui égalent en importance celui-là. Qu'on m'en cite même un seul. Je le dis sans ironie, pas un historien de l'avenir écrivant l'histoire de notre démocratie, n'ignorera le nom de Baudon, qui la synthétise. Peut-être même ne retiendra-t-on pas d'autre nom que celui-là.

Penchons-nous donc un moment sur la tombe



de M. Baudon. Il ne se contentait pas de résumer le parlementarisme, il incarnait encore toute une philosophie.

Je l'ai connu, à l'heure de sa gloire. C'était un petit vieillard rose et joufflu, que couronnaient des cheveux blancs. Toute la prudence d'Epicure rayonnait sur son visage, que ne tourmentait même pas l'inquiétude de Lucrèce.

On avait, à cette époque, le sentiment impérieux et précis que cet homme avait rempli sa destinée et qu'il ne lui restait plus rien à demander à la vie.

C'était un sage qui avait su fixer lui-même les limites de ses désirs. Il s'était demandé :

— Que me faut-il ?

Et il s'était répondu tout aussitôt :

— Quinze mille francs.

Sur quoi, il se les était votés sans embarras.

Cet admirable exemple méritait d'être suivi par tous les parlementaires.

Il le fut.

C'est ainsi que M. Baudon ne fit pas seulement son propre bien, mais encore celui de tous ses collègues, ce qui est d'un noble altruisme.

Combien de parlementaires en effet — avant lui et même depuis — ont eu besoin de six mille francs qui se sont contentés de les prendre pour eux tout seuls !

Par lui, au contraire, cinq cent quatre-vingt députés, trois cents sénateurs et leurs familles se sont vu passer, en un seul jour, de la médiocrité à l'aisance. Il fut le bienfaiteur de toute la classe sociale à laquelle il appartenait. S'il y avait dans chaque profession un seul Baudon, la question sociale serait résolue.

C'est qu'il connaissait les revendications pro-

fondes du prolétariat. Il savait qu'il ne demande plus comme autrefois :

— Du pain et des jeux !

Mais bien :

— Du pain et du beurre !

Et ne pouvant en donner au prolétariat tout entier, il en avait donné du moins à ses représentants — ce qui est presque la même chose.

Malheureusement, cette vie si belle ne s' termina pas sans angoisse. Des électeurs ingrats refusèrent de le réélire. Il dut, à soixante ans passés, recommencer une carrière.

A la vérité, il en avait une, qui était celle de la médecine, mais il ne songea même pas à s'y attarder. Avant d'être médecin, il était républicain et ne voulait rien devoir à d'autres qu'à la République.

Il en obtint à grand peine un emploi modeste et ce n'est que depuis quelques mois qu'il était devenu conservateur du château d'Azay-le-Rideau.

Indifférent aux choses de l'art et désintéressé de celles de l'archéologie, il n'en avait pas moins accepté ce poste avec une édifiante résignation, car il savait qu'un honnête homme peut se rendre utile partout, quand il a de la bonne volonté et qu'il aime la République.

Hélàs ! la vie cruelle vient de le frapper encore. Il ne jouira pas plus de sa sinécure qu'il n'avait joui de ses quinze mille francs. Il est dans la destinée de l'homme de n'atteindre l'Idéal auquel il aspire que pour le voir se dérober tout aussitôt.

Après une vie sans joie, il eut une mort sans pompe. Ses collègues qui lui devaient tant (quarante-deux mille francs, chacun, en sept ans) se gardèrent bien d'assister à ses obsèques.



Ainsi, ils espéraient sans doute faire oublier par l'éclat de leur ingratitude le scandale du bienfait.

C'est un vilain calcul et qui ne portera pas atteinte à la mémoire de M. Baudon. En dépit des cabales, il garde une place dans l'histoire parlementaire de ce pays.

Nous le répétons : c'est la première.

Et nous demandons qu'on lui élève une statue.

ROBERT DE JOUVENEL.

---

## **Les beaux dimanches présidentiels.**



M. Poincaré est un homme méthodique. Il a commencé par rendre visite aux anciens présidents de la République : à Moussu Fallières et à Monsieur Loubet.

Puis il est allé chez M. Léon Bourgeois, qui avait dédaigné de l'être.

Enfin il s'est rendu chez M. Paul Deschanel, qui avait tant essayé de le devenir.

Pour boucler la boucle, il ne lui reste plus qu'à faire un petit tour chez M. Pams.



Cette journée d'Eure-et-Loir fut, d'ailleurs, d'une cordialité charmante.

Il y fallut, sans doute, entendre neuf discours et une quinzaine d'allocutions. Mais, comme nous disions au régiment et comme on dira bientôt à l'Académie française, « cela valait le jus ».

Bien avant l'heure protocolaire, M. Deschanel

était à la gare des Invalides, un peu nerveux, attendant son auguste invité. Une à une, les personnalités officielles arrivaient. Un très haut fonctionnaire de la République, qui d'abord n'avait pas aperçu le président de la Chambre, demanda familièrement à son voisin :

— Est-ce que « Brosse-à-dents » est déjà là ?

C'est la coupe américaine de sa moustache qui a valu à M. Deschanel ce surnom. Mais ce jour-là, dans tous les baisers Lamourette qui furent échangés, la brosse fut soyeuse, soyeuse...

De Paris à Dreux, M. Deschanel fit les frais de la conversation. Avec quelque apprêt il conta des anecdotes plaisantes, dont il avait fait la veille une soigneuse collection.



En débarquant à Dreux, le cortège officiel eut une première surprise : un jeune homme se tenait debout, immobile, sur le quai. Il était, à la vérité, de stature médiocre mais de prestigieuse apparence, car son uniforme de sous-préfet disparaissait sous les décorations.

C'était l'homme le plus décoré de France, l'innarrable fils Sarrien.

Quand il était en rhétorique, avant même de se faire recalier à son baccalauréat, il avait déjà reçu les palmes académiques et le mérite agricole. Mais son professeur, jaloux, lui défendait de les porter en classe.

Depuis cette époque, il n'est pas un ordre colonial ou étranger qu'il ne se soit fait octroyer. Un ami, le rencontrant un jour à une réception de l'Elysée, se récria d'admiration devant cette poitrine constellée :

— Je ne les ai pas mises toutes ! répondit, modeste, le fils Sarrien.





Le banquet du matin fut servi au comice agricole, sous une vaste tente. Il pleuvait. La bourrasque, soufflant en rafales, gonflait les toiles, ébranlait la charpente, secouait jusque sur la tête du président de la République des lampes à pétrole suspendues aux solives. C'était fort inquiétant. Chacun mangeait, la tête en l'air, sous ce plafond de Damoclès.

Ou plutôt on ne mangeait pas, car de mémoire de voyage présidentiel, on n'avait jamais servi au chef de l'Etat un aussi exécrable repas. Quand on eut passé le poison, il en persista jusqu'à la fin un relent de pourriture qui soulevait le cœur.

Les convives avaient accroché leurs chapeaux aux lustres que le vent balançait. Le service était fait par un personnel étrange. On vit, un instant, surgir à côté du président de la République un « extra » en bras de chemise et en bretelles...

L'éloquence de M. Poincaré fit oublier ces imperfections...

C'est pour Nogent-le-Rotrou qu'on avait réservé les plus délicates coquetteries. M. Poincaré ouvrit le feu à la mairie, en remerciant la population de « réunir dans une même sympathie le président de la Chambre et le président de la République ».

Quant à M. Deschanel, il inaugura une nouvelle éloquence : celle des petits papiers. Il s'en fut rechercher dans l'œuvre oratoire de M. Poincaré toutes les paroles aimables que celui-ci, depuis vingt-cinq ans, avait pu lui adresser, et il les lui rappela sans merci. Certains de ces éloges, toutefois, étaient trop vifs pour qu'il osât les citer lui-même. Ce fut le maire de Nogent-le-Rotrou qui s'en chargea. Avec une gravité d'augure, il remit en mémoire à M. Poincaré les phrases prononcées par lui en 1897.

— Vous disiez alors, monsieur le président : « Les électeurs de Nogent-le-Rotrou peuvent être fiers de leur représentant. Il ne doit la grande situation qu'il occupe dans le parti républicain, ni à des manœuvres de couloirs, ni à des complaisances de groupes, ni à la science des longues intrigues; il n'a été porté au premier rang des élus du pays que par la noblesse et l'élégance de son talent si français, par l'indépendance et la fermeté de ses convictions, par le courage tranquille de ses paroles et de ses actions, et par son désintéressement tant de fois éprouvé... »

L'instant d'après M. Deschanel renchérisait lui-même sur ce témoignage. Quoi qu'on en dise, on n'est jamais mieux loué que par soi-même. Imperturbable, il prononça :

« Les luttes politiques, chez nous, sont courtoises; toujours les personnes y sont respectées, et il arrive que les controverses les plus longues et les plus passionnées se transforment, à force de sincérité et d'estime réciproque, en loyales amitiés. »

En entendant ces paroles, le petit cheval de bronze, présent des éleveurs percherons qu'on avait placé devant le président de la République, seul, ne souriait pas...

Ce voyage eut l'aspect d'une liquidation. On liquidait les anciennes inimitiés; on liquidait les tournées présidentielles de l'année — il n'y en aura plus avant les élections —, on liquidait enfin M. Mollard.

C'était en effet la dernière fois que M. Mollard accompagnait le Président de la République en qualité de directeur du protocole.

A la manière de ces officiers de ministère qui



vont accomplir leur « temps de troupe » pour pouvoir être promus à un grade supérieur, M. Mollard va gagner le Luxembourg comme ministre plénipotentiaire.

Lui qui connaît familièrement tous les souverains, il n'a jamais encore occupé un seul poste à l'étranger. Il est temps pour un diplomate, à cinquante ans sonnés, de commencer sa carrière.

Le soir, dans le train présidentiel, M. Mollard passa dans les divers compartiments serrer la main des journalistes et leur faire ses adieux. Il était ému. On lui donna des marques de sympathie, qui étaient sincères.

La désignation de son successeur n'a pas été sans difficulté. La place était promise depuis longtemps à M. de Fouquières, sous-directeur du protocole.

Malheureusement M. de Fouquières a un frère, qui n'est rien de moins — ni rien de plus — qu'André de Fouquières.

C'était une objection dirimante. On ne voulut point que la même famille fit le trust des élégances mondaines et du cérémonial démocratique. On craignit que la vertu du nom ne donnât au cortège officiel une allure de cotillon et un rythme de tango. Toutes les revues de fin d'année auraient eu la scène joyeuse des deux frères. Et l'on nomma M. William Martin.

Bien qu'il ait été chef-adjoint du cabinet de M. Poincaré aux affaires étrangères, M. William Martin était, jusqu'à la semaine dernière, un inconnu pour le public. On le lui a présenté au cinématographe.

Sollicité par l'opérateur de prendre une contenance devant l'objectif, le successeur de M. Mollard chercha quelque temps l'attitude noble qui convenait à ses nouvelles et décoratives fonctions. Il trouva enfin : il se mit à rouler fébrilement son parapluie.

Voici cependant trois ou quatre déplacements présidentiels que M. William Martin suit, en surnombre, pour se faire la main.

Il s'attache aux pas de M. Mollard, il observe ses gestes et il s'essaie à les reproduire.

Mais il aura beaucoup de mal à usurper sa prestance.

M. William Martin est petit et chafouin. Il trotte à pas menus. Dans son beau costume chamarré il a l'air d'un animal savant. Son bicorne lui-même prend, sous son bouquet de plumes blanches, des inclinaisons drôlatiques. A Dreux, quelqu'un, dans la foule, le voyant passer, le désigna à son voisin en riant :

— Tiens, Chantecler !

DANGEAU

---

**L'ŒUVRE** dit tout ce que ne disent pas les autres.

**L'ŒUVRE** est le seul journal qui ne soit relié à rien par aucun fil.

**L'ŒUVRE** ne dit jamais d'injures ; la vérité lui suffit.

**L'ŒUVRE** est le supplément indispensable de tous les journaux, quels qu'ils soient.

**Les imbéciles ne lisent pas L'ŒUVRE.**





## L'ARMÉE RÉPUBLICAINE



C'est un officier fort remarquable ; il a fait campagne en Afrique et servi à la légion. Il était à trente ans capitaine et décoré, comme dans les romans que l'on publiait aux abords de 1880.

Il vint me trouver, il y a trois ou quatre ans, et me demanda le plus simplement du monde si je lui conseillais d'entrer dans la franc-maçonnerie.

— Mais je vous croyais clérical. Tous les dimanches, vous allez, dit-on, à la messe.

— Par tradition de famille, me dit-il, je suis pratiquant. Par sentiment personnel, je suis indifférent. J'allais à la messe par habitude. Je prendrai tout aussi bien l'habitude d'aller à la loge. Moi, ça m'est égal.

— Mais enfin, lui dis-je, vous avez tout de même des opinions politiques ou religieuses.

Il me répondit avec simplicité :

— Ma foi, non. Vous connaissez ma vie : quand donc aurais-je eu le temps de me faire une métaphysique ? J'ai passé dix ans en Afrique. J'ai pensé quelquefois à la mort, mais je n'ai heureusement pas réfléchi au-delà. Aujourd'hui, je mène, dans une ville de province, une existence assez morose entre mes hommes et mes livres. Pour être plus exclusivement soldat, je ne me suis pas marié ; je me suis refusé toutes les joies qui font vivre les

autres hommes, pour me consacrer à celle-là seule : être soldat.

Il ajouta :

— Une vie comme la mienne n'a qu'une consolation et qu'une excuse : c'est l'ambition. Un soldat, qui n'est pas ambitieux, est aussi méprisable qu'un caissier qui n'est pas honnête.

Il s'absorba un moment, puis conclut :

— Commencez-vous à comprendre ? Moi, n'est-ce pas, je me fous de votre gouvernement et de leur tonnerre de Dieu. Il n'y a qu'une chose qui m'importe : c'est mon métier. Je veux pouvoir le faire jusqu'au bout et dans la plus large mesure.

— Pourtant, lui dis-je, si vous adhérez à la franc-maçonnerie, elle pourra compter sur vous ?

— Sans doute, sans doute...

Il haussa les épaules et ajouta, comme en se parlant à lui-même :

— Les maréchaux de l'Empire ne furent même pas fidèles à Napoléon.

Depuis ce temps-là, je demeure rêveur chaque fois que j'entends parler de la nécessité du loyalisme chez les militaires.

En définitive, je comprends très bien que la République ait envie d'avoir une armée républicaine ; mais je me demande si elle n'aurait pas tort de sacrifier la sécurité nationale à une fin qui comporte tant d'aléa.

R. J.







## NOTRE ENQUÊTE

(Suite.)

### Un journaliste à l'Académie?

(Voir les numéros précédents. Nous pensons terminer la semaine prochaine la publication des réponses de nos confrères.)

Je lis dans l'*Œuvre* une prétendue réponse, signée de moi, à votre enquête sur « Un journaliste à l'Académie ».

Comme je ne vous ai rien écrit, vous êtes évidemment victime d'une petite mystification. D'ailleurs je me suis expliqué autrefois dans l'*Eclair* sur la candidature de Drumont à l'Académie. J'estimais qu'il y avait presque incompatibilité entre sa vie entière de polémiques ardentes et la brigue d'un tranquille fauteuil sous la Coupole. En exprimant cette opinion, je voulais rendre à Drumont un hommage qu'il doit apprécier et qui l'honore comme il le mérite. Je n'ai pas changé d'avis.

ERNEST JUDET.

*La lettre que nous avons publiée, en l'attribuant par erreur à M. JUDET, est de M. HURET.*

Disons donc : HENRY MARET, CHARLES MAURRAS, l'abbé WETTERLÉ.

Pour ce dernier, on dira peut-être qu'il n'est plus de chez nous, à cause d'une aventure passionnée connue sous le nom de Traité de Francfort; mais comme on est libre de ne pas croire au Traité de Francfort, on peut, conséquemment, tenir M. Wetterlé pour un journaliste français. Et — je ne voudrais faire de peine à personne! — mais que celui d'entre nous qui a son métier, son courage, son talent, sa verve et sa science se lève.

Personne ne dit mot?...

C'est justice.

HENRI DE NOUSSANNE.

Trois journalistes, demandez-vous, parmi lesquels nos immortels puissent choisir un académicien? Il est facile de les désigner : EDOUARD DRUMONT, URBAIN GOHIER et CHARLES MAURRAS sont, tous trois, dignes de nous représenter sous la Coupole.

LÉOPOLD BLOND.

En premier lieu, ALFRED CAPUS. En second et troisième lieu, qui vous voudrez : vous et moi.

PIERRE VEBER.

Votre initiative est très heureuse. S'il vous faut absolument trois bulletins de vote, j'inscris trois fois le nom d'EDOUARD DRUMONT sur les miens. Il fut candidat voilà quelques années. Il serait vraiment temps que l'Académie reconnût son ingratitude de jadis et réparât son erreur.

RENÉ BIZET.

Je vote pour : 1° JEAN DUPUY, Président du



Syndicat de la Presse parisienne; 2<sup>o</sup> M. POGNON, directeur de l'Agence Havas; 3<sup>o</sup> M. CALMÈS, directeur du *Journal officiel*.

ROBERT DE BEAUPLAN.

Vous avez raison : toutes les professions dites libérales sont représentées à l'Académie dite française. On y trouve, comme vous le remarquez, des généraux et des hommes politiques, des avocats et des ducs, des hommes du monde et des prêtres. Nos grands fabricants dramatiques y rencontrent nos plus notables marchands de romanesque pour clientèle bien pensante. Le suffrage le plus restreint n'étant pas exempt d'erreur, je crois que l'Académie compte aussi — horreur! — jusqu'à trois écrivains de talent.

Vous demandez qu'elle en tolère un quatrième et que celui-là appartienne au journalisme. Mais n'obéissez-vous pas à une conception périmée de l'Académie? Jadis elle accueillait des journalistes. Mais il s'agit d'une époque où le génie même n'était pas toujours à ses yeux un cas rédhitoire et où elle faisait au talent littéraire une place excessive : les ministères changeaient moins vite qu'aujourd'hui et pourtant il ne restait plus à cette prodigue Académie assez de fauteuils pour asseoir tous les ministres passés et présents.

Le journalisme à l'Académie, mes chers confrères, vraiment, y pensez-vous? Le journalisme, tel que vous le comprenez et l'exercez, mais c'est chose littéraire et c'est chose vivante. L'Académie est-elle encore faite pour ces choses-là?

Certes, si elle commettait une telle infraction à ses habitudes, elle n'aurait que l'embarras du choix pour rendre sa faute glorieuse. Quel geste

de courage en même temps que de justice, si elle nommait SÉVERINE... URBAIN GOHIER honorerait l'Académie plus que l'Académie n'honorerait Urbain Gohier... Mais Séverine ou Gohier consentiraient-ils aux visites un peu avilissantes?... Parmi ceux qui ne reculent point devant cette tradition, PAUL ADAM ferait notre affaire. Ce prestigieux improvisateur ne se manifeste-t-il pas toujours excellent journaliste, même lorsque son article s'intitule roman et atteint quatre cents pages.

HAN RYNER.

MAURRAS, le cerveau; GOHIER, le cœur; SEMBAT, l'œil (*pardon!*).

WILLY.

L'esprit d'ADRIEN HÉBRARD, la politesse aiguisée de JEAN DE BONNEFON, l'érudition fleurie d'ERNEST LA JEUNESSE, feraient de chacun d'eux un parfait académicien.

CHARLES MULLER.

Vous avez sagement pensé que pour se mettre en état de guider le choix de l'Académie, il convenait de se placer non dans Sirius, mais, si j'ose dire, au coin du quai.

C'est ce que j'ai fait.

J'ai regardé défiler nos confrères, nos aînés, et j'en arrête trois au passage.

Mon affaire n'est pas de savoir s'ils riraient bien de se trouver assemblés. Vous me demandez trois noms d'hommes « dont le journalisme constitue la profession essentielle » et dont l'élection



« soit un honneur pour l'Académie autant que pour nous » ?

Voici : EDOUARD DRUMONT, CHARLES MAURRAS, ANDRÉ CHAUMÉIX.

**CHARLES BRIAND.**

Rédacteur en chef du *Rappel*.

Comme vous, je me garderai de « prononcer aucun nom ».

Comme à vous, la nécessité m'apparaît « de n'élire que des journalistes, au sens propre du mot, c'est-à-dire des hommes dont le journalisme constitue la profession essentielle, sinon exclusive ».

Après un quart de siècle de métier, je ne connais guère de journalistes dont la profession essentielle soit le journalisme. La profession essentielle des journalistes de mon temps, c'est ou la politique, ou le théâtre, ou les affaires.

Puisqu' « il s'agit de suggérer à l'Académie un vote dont la ratification soit un honneur pour elle autant que pour nous », je me permets de conseiller à nos immortels d'appeler sous la Coupole ceux que le Gouvernement a mis en prison.

**LOUIS BESSE.**

Trois journalistes?...

Au choix de l'Académie Française, *telle qu'elle est*, je désignerais volontiers : ADOLPHE BRISSON, CHANTAVOINE, GASTON DESCHAMPS.

A l'Académie Française, *telle qu'elle devrait être*, il me serait facile de suggérer trois noms de journalistes qualifiés. Mais, sauf peut-être HENRY MARET, je crois bien qu'aucun d'entre eux n'accepterait de briguer les suffrages d'immortalité.

**FRANÇOIS ALBERT.**

OCTAVE UZANNE, LAURENT TAILHADE, G. DE PAWLOWSKI.

**GEORGES MAUREVERT.**

ED. DRUMONT, COPIN-ALBANCELLI.

**LOUIS DASTÉ.**

« Qui se donne exclusivement au journalisme y perd son talent, s'il en a, et mange en herbe le blé de sa gloire, s'il était vraiment fait pour recueillir cette noble moisson. »

Ça, c'est du Barbey d'Aurevilly.

Hélas ! le connétable des lettres françaises n'exagérerait point ! Le journaliste est une sorte d'autophage, et il s'est dévoré presque tout entier lorsque lui vient la gloire. N'importe ! Le peu qu'il en demeure vaut bien l'immonde carcasse des dramatises et vaudevillistes, viande académique par excellence. Forçons donc devant lui les portes de l'Académie, puisque le cercle des Quarante a la prétention de réunir une sélection d'écrivains.

Mais vous proposez — je cite votre lettre — de « n'élire que des journalistes, au sens propre du mot, c'est-à-dire des hommes dont le journalisme constitue la profession essentielle, sinon exclusive ». C'est parfait. Voici éliminés, dès lors, les journalistes qui s'encanaillent au Parlement, s'appelassent-ils CLEMENCEAU, PELLETAN, HENRY BÉRENGER, SEMBAT. Il reste les autres...

Eh bien ! laissez-moi m'incliner devant le long effort quotidien d'un DRUMONT. Je déteste ce grand confrère, et je l'admire. Il n'en est pas de plus glorieux parmi les « vieux » du journalisme. Après cela, et puisqu'il me faut encore désigner deux noms, permettez-moi de porter



mon choix complémentaire sur deux jeunes, un rouge et un blanc, sur MAURICE DE WALEFFE et LÉON DAUDET.

**A. TABARANT.**

En rentrant à Paris je trouve votre si intéressant plébiscite. Je m'empresse de vous envoyer le nom de mes trois premiers candidats : CHARLES MAURRAS, EDOUARD DRUMONT, URBAIN GOHIER.

**ALBERT FLAMENT.**

Il y a une quinzaine d'années, j'aurais voté sans hésitation pour les trois journalistes les plus représentatifs du journalisme du XIX<sup>e</sup> siècle : HENRI ROCHEFORT, AURÉLIEN SCHOLL et FRANCISQUE SARCEY.

Aujourd'hui, le choix me paraît tout aussi facile. Il s'agit de faire entrer à l'Académie un ou plusieurs hommes représentatifs du journalisme contemporain. Je n'ai aucune hésitation à voter pour MM. ADRIEN HÉBRARD, BUNAU-VARILLA, HENRI LETELLIER.

**PAUL DOLLFUS.**

Lorsque vous demandiez un nom, représentatif des qualités de la profession de journaliste, vous saviez qu'il en viendrait à l'esprit de chacun de nous plus d'un, et vous nous autorisiez à en désigner trois.

J'en avais désigné trois qu'il m'en venait d'autres encore. J'ai eu peur d'être oublieux ou injuste, ou simplement ingrat. Je laisse à mes plus qualifiés confrères le courage, si le cœur leur en dit, de se mettre sur les rangs, et à l'Académie l'embarras et la responsabilité de

les y distinguer. Jusqu'à ce jour, elle a pris le parti de n'en distinguer aucun, puisqu'on se refuse à voir, je ne sais pourquoi, des journalistes en FRANCIS CHARMES, en ALFRED MÉZIÈRES, en ÉTIENNE LAMI, en JULES CLARETIE, en ÉMILE FAGUET, en ALBERT DE MUN, en MAURICE BARRÈS, en RENÉ DOUMIC. Et pourtant, qui ne s'estimerait journaliste complet qui serait journaliste comme ceux-là ?

**GEORGES MONTORGUEIL.**

Sans doute, je suis de votre avis : l'Académie devrait ouvrir ses portes à un journaliste. Le malheur, c'est que l'Académie semble être d'un avis contraire, puisqu'elle n'a pas voulu de Drumont.

Et, cependant, quel journaliste est plus digne que celui-là d'être de l'Académie ? N'est-il pas le journaliste type, le journaliste suivant la définition d'un publiciste d'autrefois qui disait : « Le journaliste doit tout savoir. » Or, celui-là sait tout.

Mais à défaut de l'Académie française, il est une autre section de l'Institut où, me semble-t-il, certains journalistes devraient avoir leur place. C'est l'Académie des Sciences morales.

Est-ce que des journalistes comme Urbain Gohier ne sont pas des moralistes ? Ils font de la morale au jour le jour et sous l'inspiration de l'actualité ; mais, de ce fait, leur morale n'a-t-elle pas plus de chance de réformer les mœurs que tous les gros bouquins obscurs de MM. les philosophes sorbonniens ?

Bref, puisque vous demandez trois noms, je vous propose :

DRUMONT, pour son universel savoir ;

GOHIER, pour son âpre énergie ;

PIERRE MILLÉ, pour sa belle humeur.

**JEAN LECOQ.**



Je pense, avec vous, que les Trente-sept feraient à la fois acte de loyauté, de bon goût et de gratitude en offrant à un journaliste un des trois fauteuils vacants en ce moment sous la Coupole.

Il ne manque pas, parmi nous, et nous en sommes fiers, de *professionnels* dignes, par leur œuvre et par leur passé, de cette consécration officielle et qui pourraient, sans faire tache, siéger entre M. Brieux et le général Lyautey — même pour les travaux du dictionnaire, n'est-ce pas ?

Et pour ma part, puisque vous me faites l'honneur de me demander un triple bulletin de vote, je voudrais voir candidats : HENRY MARET, ADOLPHE BRISSON, LÉON BAILBY.

J'ajoute que, si les femmes étaient éligibles à l'Académie, je reporterais mes trois voix sur le nom de notre grande SÉVERINE.

ÉMILE DEFLIN.

Je ne suis qu'un jeune critique littéraire à ses débuts, et je doute de parvenir jamais à une notoriété quelconque, car je ne veux à aucun prix écrire quelque chose dont je puisse, plus tard, ne pas être pleinement orgueilleux. Je manque au surplus de l'aplomb que donne l'argent, et de l'argent que donnent les affaires, ces « accessoires » du journalisme qui sont en train de supprimer les derniers vrais écrivains de gazette.

Quelle valeur aurait donc mon vote ? Celle de l'ingénuité, à défaut du cynisme, suffirait-elle ? Je me risque.

Je vote : pour ANDRÉ SUARÈS, connu de cent, lu de vingt-cinq, compris de dix ;

Pour GEORGES CLEMENCEAU, journaliste de la

*Justice et de l'Homme Libre*, poète du *Voile du Bonheur*.

RAYMOND DE NYS.

Votre questionnaire, subtil, en la posant, résout la question.

Certes...

Pourquoi pas ?

Voici mes favoris (à quarante contre un) :

HENRY MARET, URBAIN GOHIER.

Ch. RÉGISMANSET.

Qu'il est regrettable, cher confrère, que vous n'ayez pas ouvert il y a quelques mois votre referendum : qui eut permis alors d'illustrer la corporation entière par ce trio splendide : ROCHEFORT, DRUMONT, CHARLES MAURRAS !

LAGUS.

L'Académie française n'étant pas, comme se l'imaginent encore quelques vieilles personnes crédules, une réunion d'écrivains, mais une espèce d'association de gens du monde où on trouve, en effet, des évêques, des généraux, des ducs, d'anciens ministres, des administrateurs de théâtres, etc... Je ne vois pas la nécessité d'y faire entrer un homme de lettres véritable, si modeste soit-il, le plus modeste des hommes de lettres : un journaliste.

Toutefois, si vous croyez qu'il faille élire un journaliste à l'Académie, et puisque vous me demandez d'en désigner trois de mon choix j'inscrirai donc les noms de : HENRY MARET, le plus intègre, URBAIN GOHIER, le plus talentueux, SÉVERINE (quand les femmes et les écrivains seront admis à l'Académie).



Mais ce serait faire beaucoup d'honneur à l'Académie et leur faire bien peu d'honneur à eux que de les croire capables d'y solliciter un fauteuil, ne serait-ce que pour se reposer.

**GABRIEL REUILLARD.**

Voici mon bulletin de vote. Je ne le justifie pas. Un bulletin de vote n'est pas une plaidoirie. Et ces noms s'imposent. C'est d'abord, depuis quarante ans ou plus sur la brèche, Clemenceau. Et c'est, ensuite, Maurice de Waleffe.

**ADRIEN BERTRAND.**

Trois hommes, à mon humble avis, honorent le journalisme français à des titres divers et ne déshonoreraient point l'Académie : ADRIEN HÉBRARD, HENRY MARET, ÉDOUARD DRUMONT. Chacun de ces trois écrivains a fait preuve, tout seul, de plus d'esprit, de talent et de vigueur que vingt académiciens réunis... que je ne veux pas nommer.

**CHARLES OMESSA.**

Je ne connais que trois journalistes qui, par les idées, le langage ou la verve bien française soient capables de représenter dignement le journalisme à l'Académie.

En premier lieu CHARLES MAURRAS, le maître de la pensée moderne, ÉDOUARD DRUMONT (je n'ai jamais compris qu'il n'ait pas été élu) et le virulent LÉON DAUDET.

**F. MICHELIN.**

*(A suivre.)*

## RENTRÉE DES CHAMBRES

Voici la rentrée à peu près faite.

Les grands théâtres ont donné leurs grandes premières. Nous avons déjà eu une grande pièce de M. Porto-Riche et une autre grande pièce de M. Henry Bataille. Les grands restaurants sont combles et les grandes cocottes sont là.

Seuls les parlementaires prolongeaient encore leurs vacances, et celles du pays.

Mais cela ne va pas durer. Dans quelques jours ils auront repris leurs postes, rouvert leurs séances, recommencé leurs querelles.

Cette réouverture va se faire dans des conditions dramatiques.

Et tout d'abord, voici qu'un parti nouveau entre dans la lutte. C'est celui que l'on appelle indifféremment : « le jeune parti radical » ou « le parti des vieux radicaux ».

Il présente cette particularité d'être présidé par M. Caillaux, radical de la dernière heure, qui se vit ainsi récompensé autant et plus que les radicaux de la première heure — ce qui paraît à beaucoup de bons esprits fâcheusement conforme à la tradition évangélique.

Parmi ces radicaux on ne saurait faire figurer MM. Pelletan, Debierre, Bouysson, etc., qui vont beaucoup plus loin que M. Caillaux et qui s'illustrèrent malheureusement par leurs manœuvres contre la présidence de la République.



Ni davantage peut-être MM. Buisson, Dalimier, etc... qui vont beaucoup moins loin que lui et qui répudient, en somme, toute politique qui n'est pas celle de la présidence.

On aurait également tort de compter MM. Combes et Bourgeois, trop considérables pour être derrière qui que ce soit et qui vivent parallèlement au parti

Enfin, on ne saurait incorporer à ces troupes les radicaux fidèles au cabinet Barthou et à la loi de trois ans — et ce sont peut-être en dernière analyse, le plus grand nombre. Je sais bien qu'ils sont de ce fait réputés « mal élus », mais étant élus tout de même, ils votent exactement à l'instar des mieux élus du monde.

Mais tout le reste du parti — je veux dire MM. Ceccaldi et Franklin Bouillon — se trouve fortement groupé derrière M. Caillaux.

Ne nous dissimulons pas que, malgré son petit nombre, ce nouveau parti va jouer un rôle important dans la prochaine bataille.

Non pas qu'il parvienne probablement même à se constituer, mais il réussira à faire peur.

Les radicaux paisibles, qui votaient jusqu'à ce jour systématiquement pour tous les ministères, quels qu'ils fussent, ne laissent pas de se montrer inquiets.

Ils étaient jadis sans crainte. Inscrits aux partis les plus avancés et défenseurs tout à la fois de tous les gouvernements, ils synthétisaient ainsi ces deux tendances essentielles d'un pays, lequel ne prise rien tant que l'ordre, si ce n'est toutefois l'opposition.

La naissance d'un parti à gauche, autre que le parti socialiste révolutionnaire est venue troubler brusquement leur quiétude. Ils s'affolent un peu. Pour être plus à gauche que quiconque, il n'est rien et surtout pas de surenchère dont ils ne soient capables.

Car la politique qui est déjà faussée par tant de choses, l'est en ce moment encore par les élections si proches.

Quels candidats soutiendra le ministère ?

Ceux qui le soutiennent ou ceux qui le combattent ? La question se pose très sérieusement.

Sans doute, certains estiment bien que plus le ministère sera soutenu par la droite, plus il se trouvera dans la nécessité de donner des gages à la gauche ; mais ce raisonnement ne suffit pas à rassurer tout le monde.

Et beaucoup pensent qu'à défaut d'un ministère Caillaux, difficile à faire accepter, et d'un ministère Barthou, un ministère Jean Dupuy arrangerait tout le monde.

Ce n'est pas que le ministère Caillaux ne soit déjà tout prêt à fonctionner.

M. Paul Boncour y aurait l'instruction publique.

M. Malvy, ancien sous-ministre, aspirerait à un ministère tout entier.

M. René Renault occuperait avantageusement un ministère quelconque — le plus quelconque serait même le meilleur.

M. Ponsot, homme d'esprit, aurait les beaux-arts.

M. Ceccaldi aurait un sous-secrétariat.

M. Franklin-Bouillon n'aurait rien du tout.

Pour les Affaires Etrangères, M. Caillaux a pensé à M. Briand. Il lui a même fait demander un rendez-vous. M. Briand a tout refusé.

Reste la guerre. Mais comme il importe de donner des gages au parti socialiste, on lui réservera probablement ce ministère.

Et ce sont jeux d'esprit. Pour mieux dire, ce sont jeux de parlementaires.



Le ministère Jean Dupuy garde toutes les chances. Déjà, quelques avocats demandent à des confrères de tenir leur clientèle pendant le temps de leur passage au pouvoir.

M. Dupuy rassure la gauche et n'inquiète pas la droite. Il n'inquiète même à proprement parler personne.

— Si Dupuy est au pouvoir, nous nous entendons avec nos préfets.

C'est l'impression de tous les bons républicains.



Il y a encore une combinaison possible, c'est la combinaison Barthou.

M. Barthou a déclaré, à maintes reprises, qu'il ne tenait pas à faire les élections. Ne doutons point cependant qu'il ne s'y résigne.

Il a même trouvé une méthode électorale, ingénieuse et dont, à vrai dire, personne ne s'était avisé jusqu'à ce jour. Il dit :

— Je serai impartial.

Le malheur est que cela ne satisfait personne.

Mais ce n'est pas une raison pour que M. Barthou ne reste pas où il est.

Q. M.  
député de Z.

---

Nous continuons à faire le service gratuit de *L'ŒUVRE* aux adresses dont nos abonnés ont bien voulu nous donner la liste. Ce sont pour nous de gros frais, mais si nos nouveaux lecteurs trouvent que nous faisons une besogne intéressante et utile, nous comptons qu'ils voudront bien souscrire un abonnement.

L'abonnement est le seul moyen de nous soutenir et d'étendre notre propagande.

Nous n'avons pas, nous ne voulons pas avoir d'autres ressources.

## Au Mexique.

Dernières nouvelles :

« A la suite du congrès de Pau, le président du conseil a fait arrêter cent quinze députés. M. Cailiaux a été fusillé... »

» De passage à Nîmes, le général Faurie a donné l'ordre d'attacher le maire tout nu à un poteau, au milieu des arènes. Puis, après l'avoir fait peindre en rouge, il a lâché dessus une manade de taureaux furieux... »

» M. Fallières déjeunait hier avec M. Raymond Poincaré et son frère M. Lucien Poincaré, directeur de l'enseignement secondaire. Au dessert, M. Fallières, revolver au poing, a fait enchaîner le président de la République. Quant à M. Lucien Poincaré, il a été passé par les armes à minuit, au mont Valérien... »

Si nous lisions cela dans les journaux, nous aurions sans doute quelque peine à en croire nos yeux. Mais remplacez les noms qui précèdent par ceux de Madero, de Huerta, de Diaz ou de Zapata, et vous aurez une idée approximative de la politique mexicaine.

Quel tableau pittoresque et vif en a tracé André Tudesq dans la *Hacienda en feu* ! C'est un volume que je recommande tout particulièrement aux braves utopistes qui s'entêtent à rêver d'internationalisme. Si de pareilles lectures ne rendent pas le sens de la réalité à ceux qui l'ont perdu, ne sont-ils pas incurables ?

Oui, les Mexicains disent comme nous : *république, parlement, député, général, élections, congrès*, etc. Mais sous ces mots, voyez ce qu'ils mettent. Combien faudra-t-il encore de siècles pour que tous les « peuples frères » se rejoignent sur le même plan de civilisation ? N'y a-t-il pas entre les mœurs mexicaines et les nôtres un abîme plus large que l'Atlantique ?



---

## Tablettes de Pangloss

---

*Petite rubrique où nous cherchons des sujets  
de satisfaction.*

---

Allons, prolétaires, encore un petit effort et l'*Humanité* va boucler son budget.

Prolétaires, il faut, comme vous l'expose fort bien Dubreuilh, dans le numéro du 27 octobre « asseoir sur des bases inébranlables le premier quotidien central du socialisme français ».

Déjà « des perfectionnements notables, considérables même, ont été apportés grâce à l'effort intelligent et ininterrompu de la rédaction et de l'administration ». L'*Humanité* est maintenant presque aussi bien faite qu'un journal bourgeois. « Elle est, dès maintenant, un journal complet, qui dispense pleinement sa clientèle de s'adresser à quelque feuille que ce soit de la bourgeoisie réactionnaire ou cléricale. »

Il paraît que c'est tout nouveau, mais ce fut très remarqué : « Les groupements et les militants du parti et le grand public lui-même ont apprécié à sa valeur l'*Humanité* transformée. »

Admirez le ton. Evidemment on a satisfait les militants et c'est quelque chose, mais on a satisfait le grand public lui-même. Quel motif d'orgueil !

D'autant que, vous l'entendez bien, les militants et le grand public, ce n'est pas la même chose. C'est même tout à fait différent.

Malgré cela, « l'équilibre financier » n'est pas atteint.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. Unissez-vous pour vous abonner à l'*Humanité*, qui dorénavant n'est plus ni moins bien faite, ni moins instructive que n'importe quel autre journal quelconque. « Que les fédérations se piquent les unes les autres de la même émulation qu'elles ont montrée lors de la signature des feuilles de pétition contre le rétablissement du service de trois ans ; qu'elles aient à honneur de pouvoir produire, dès le prochain Congrès du Parti, à côté de la liste de leurs adhérents cotisants, une liste au moins aussi longue d'abonnés à l'*Humanité*. »

A ce prix, un grand progrès sera réalisé. Autant dire que la question sociale sera résolue, sinon pour tout le monde, au moins pour les rédacteurs de l'*Humanité*.



Autre bonne nouvelle tirée du même journal : H.-G. Wells est toujours socialiste.

On avait eu cependant à cet égard de grosses inquiétudes.

Un article retentissant de lui, paru dans le Daily Mail, où il demandait à la haute bourgeoisie anglaise « de renoncer à passer l'hiver sur la Côte d'Azur » pour faire de la « réforme sociale » et vouloir bien « s'intéresser aux misères ouvrières », avait soulevé de nombreuses critiques chez nos camarades, qui y voyaient les conceptions d'un « tory-démocrate », mais pas celles d'un démocrate socialiste.

En effet, cet article devait être bien inquiétant. Dire à la haute bourgeoisie anglaise de ne pa



aller sur la Côte d'Azur, cela nous paraît excessivement grave.

— Pour qui ? direz-vous.

— D'abord pour la Côte d'Azur, et même pour le parti socialiste tout entier. Un vrai démocrate doit-il, je vous le demande, s'adresser ainsi directement à la « haute bourgeoisie » ?

Wells a heureusement protesté de la pureté de ses intentions. Il entend, malgré tout, demeurer socialiste; mais, après une pareille incartade, peut-on vraiment avoir confiance ?



*Pour tout ce qui concerne la publicité financière et commerciale, l'Œuvre décline toute responsabilité.*

## BULLETIN

Le marché financier est resté, durant la huitaine écoulée, passablement irrégulier. Les séances se suivent, tantôt plus, tantôt moins actives, l'avance de la veille se perdant aujourd'hui pour se regagner le lendemain : il serait bien téméraire, dans de pareilles conditions, de vouloir déterminer l'orientation du marché. Elle est trop irrégulière, trop indécise encore, pour que l'on puisse dire, sans grands risques de se tromper, si la cote va se relever décidément ou non.

Une baisse, cependant, paraît assez peu probable, tout au moins une baisse très accentuée. En effet, les sujets d'appréhensions précédents disparaissent complètement ou s'atténuent dans une forte mesure, grâce à la détente qui se manifeste dans la situation extérieure générale.

L'ultimatum austro-hongrois à la Serbie n'a pas eu les conséquences fâcheuses que l'on avait pu craindre, au lendemain du jour où il fut envoyé au gouvernement de Belgrade. Sous cette pression, les Serbes ont

évacué les territoires qui avaient soulevé le litige, et cela avant même que le délai de dix jours, — au-delà duquel l'Autriche-Hongrie avait déclaré qu'elle agirait par ses propres moyens — ait été atteint.

En ce qui touche les négociations gréco-turques, elles n'avancent que fort lentement, comme l'on pouvait, d'ailleurs, s'y attendre, mais, au moment où nous écrivons, si elles n'ont pu prendre fin encore, du moins espère-t-on fermement, dans les milieux généralement bien informés, qu'elles vont incessamment aboutir.

On peut se ranger assez volontiers à cette opinion si l'on considère que l'on n'acceptera, ici, de fournir aux puissances balkaniques les facilités de se procurer les ressources dont elles ont tant besoin, qu'autant qu'elles se seront mises d'accord sur toutes les questions encore en suspens. Nos futurs emprunteurs se trouvent ainsi fatalement amenés à se montrer conciliants sans tergiverser indéfiniment.

Ce qui peut aider également, sinon, encore une fois, à une hausse très vive, du moins à une grande fermeté de la cote, ce sont les nouvelles parvenues ces jours-ci des grands marchés étrangers. A Londres, la Banque d'Angleterre a pu renforcer son encaisse-or, ce qui éloigne toute crainte d'une nouvelle élévation du taux de l'escompte officiel, pour la défense de cette encaisse. A Berlin, on signale une plus réelle activité des transactions et des tendances plus soutenues, en général, que durant la période immédiatement précédente.

Enfin, à New-York, Wall-Street a été bien impressionné, d'une part, par l'autorisation donnée par l'autorité compétente à plusieurs compagnies de chemin de fer, de relever leurs tarifs; d'autre part, le président Wilson est décidé, a-t-on dit, à apporter, au projet de réforme monétaire, certaines modifications qui pourront avoir pour effet d'éviter les trop brusques variations du taux de l'argent, sur lesquelles, jusqu'ici, a pu souvent s'appuyer la spéculation pour imprimer, à la cote des principales valeurs, des fluctuations arbitraires et déconcertantes.

## Communiqué.

### Crédit Foncier.

Le Crédit Foncier porte son capital, qui est actuellement de 225 millions de francs, au chiffre de 250 millions, qui seront représentés par 500.000 actions de 500



francs. On sait que les statuts prescrivent que le montant nominal du capital-actions doit être toujours au moins égal au vingtième du montant des obligations en circulation. Cette limite se trouvant atteinte, le *Crédit Foncier* ne pouvait plus émettre de nouvelles obligations, pour se procurer les fonds nécessaires à ses opérations statutaires, avant d'avoir procédé à l'augmentation de son capital.

On peut donc dire que cette émission d'actions, en démontrant que les obligations actuellement émises ont accompli leur mission, marque une nouvelle étape dans la marche progressive des opérations du *Crédit Foncier*, qui va disposer ainsi de la faculté d'émettre pour 500 millions d'obligations, dont le montant servira à la réalisation de nouveaux prêts.

Si l'on remarque, d'autre part, que les actions nouvelles, dont le produit va trouver également son emploi en prêts, apportent avec elles leur dividende, il n'est pas permis de nier que l'opération actuellement en cours ne soit destinée à avoir la plus heureuse influence sur le développement des répartitions aux actionnaires. Pour en avoir la certitude, il suffit d'ailleurs de se souvenir qu'à la suite de la précédente augmentation du capital, réalisée en décembre 1911, les opérations sociales ont pris un nouvel essor et que les bénéfices de l'exercice 1912 ont permis de porter le dividende de 32 à 35 francs, bien que le capital à rémunérer fût passé de 200 à 225 millions de francs. Ajoutons que les actions, alors émises à 700 francs, valent 925 francs. L'occasion s'offre aux actionnaires de rééditer une aussi fructueuse opération : on peut être assuré qu'ils ne la laisseront pas échapper.

Les actions nouvelles seront admises sur le même pied que les anciennes au partage des bénéfices de l'exercice 1914 et des exercices suivants. Elles sont émises au prix de 800 francs, qui comprend un versement destiné à égaliser les jouissances des actions anciennes et des actions nouvelles : ce versement représente le coupon pour solde du dividende de 1913, dont le montant sera fixé en avril prochain, et que les actions nouvelles toucheront ainsi au même titre que les anciennes.

Le prix de 800 francs est payable soit en une fois au moment de la souscription, soit par versements échelonnés de la façon suivante : en souscrivant, du 23 octobre au 10 novembre, 150 francs ; 400 francs à la répartition ; 250 francs au plus tard le 30 juin 1914.



## TOUT CE QUI SE FAIT d'INTÉRESSANT EN AUTOMOBILISME

PARAIT DANS

# La Pratique Automobile

MORTIMER MÉGRET, Directeur

PARAIT SOUS 70 A 75 PAGES

## Demandez le CATALOGUE GÉNÉRAL 1914

des Automobiles de Tourisme et de Poids lourds  
contenant toutes leurs caractéristiques

Edité et offert gratuitement par  
- La Pratique Automobile -

Expédition franco, contre simple remboursement des frais de port et de manutention, soit Vingt-centimes par exemplaire.

12, avenue de la Grande-Armée, 12 - PARIS

## Le Secret du Juif-Errant

ROMAN HISTORIQUE



par  
**JEAN DRAULT**

Un fort volume de 400 pages : 2 fr. franco avec une couverture illustrée.

Le Gérant : GARDANNE.

Imprimerie spéciale de l'Œuvre, 15, rue de l'Abbé Grégoire, Paris.



**ON NOUS ECRIT :**

Des voiturettes de 4000 francs environ, autres que la Bébé Peugeot mettent le prix de revient du kilomètre à :

**UN SOU**

**NOUS RÉPONDONS :**

C'est à voir, mais elles ne peuvent, en tous cas, vous donner pour cette somme que :

**LE KILOMÈTRE LENT**

Elles deviennent excessivement coûteuses dès que vous les poussez, et vous y êtes naturellement conduit, parce qu'elles ne sont pour vous la source d'aucun plaisir et ne vous aident que peu dans vos affaires.

**NOTRE BÉBÉ PEUGEOT**

4 Cylindres, 3 Vitesses

vous procure, au même prix de :

**UN SOU LE KILOMÈTRE RAPIDE**

La possession d'une Voiturette Bébé Peugeot sera donc pour vous une source continue de plaisirs. Si vous êtes dans les affaires, elle accroîtra considérablement votre rayon d'action. Avec elle vous ferez bien ce que les grosses voitures permettent de bien faire : Le Grand Tourisme.

**PEUGEOT — BEAULIEU — DOUBS**

**BEAUTÉ DES ONGLES**  
**“ ROSABEILLE ”**

Produit français SANS ACIDE

Polissage instantané et durable même après lavage

Franco 1 fr.

3, Rue du Sommerard, PARIS

**AUTOMOBILE** superbe occasion. Un chassis de 30 chevaux de Dion-Bouton pouvant fournir du 80 kilomètres à l'heure, conviendrait pour toute carrosserie et spécialement torpedo de campagne : 3.500 francs.

Ecrire à M. Bourcier St-Chaffray, 8, rue Las-Cases, à Paris (7).

**IL A ÉTÉ CONSTRUIT**, dans Paris, une maison escalier, avec 3 appartements, à étages, de luxe, bel escalier, avec 3 appartements à l'étage, comprenant chacun une grande salle à manger, cuisine, chambre à coucher et même salle de bains, pour 500 et 600 francs. Le tout est presque loué déjà. L'immeuble sera probablement à vendre sous peu.

S'adresser le lundi de 9 h. à 11 h., chez M. Gaston Laurent, architecte, 27, rue Vaneau.